

# la lettre anticapitaliste



N° 9 - juin 2015

## Leur violence, notre révolte...

La période est marquée par la violence sociale qui pénètre par tous les bouts, qui finit par toucher la grande majorité de la population. Jusqu'où, jusqu'à quand?

Il y a évidemment cette crise économique qui date, mais qui s'approfondit, un véritable rouleau compresseur, avec un chômage qui fait des ravages et qui tue (surmortalité), une précarité et une pauvreté qui se généralisent, avec ces 3 millions d'enfants qui vivent sous le seuil de pauvreté

### Qui sème la misère...

À cela s'ajoute la remise en cause des services publics, leur marchandisation, leur disparition dans les zones rurales comme dans les quartiers populaires. Un démantèlement qui représente de véritables attaques contre les salariéEs et les usagerEs.

Ces derniers jours, c'est le traitement fait aux migrantEs, aux réfugiéEs, à toutes celles et ceux qui fuient la misère ou les guerres dans leurs pays (Soudan, Érythrée, Syrie...). L'Europe forteresse les considère comme des envahisseurs et se blinde pour les refouler. En France, le gouvernement re-

fuse de les accueillir avec humanité, les chasse et les pourchasse de manière musclée, et s'attaque y compris violemment à leurs soutiens.

La répression s'étend à l'ensemble du mouvement social, vise toutes celles et tous ceux qui résistent, qui cherchent à s'opposer aux injustices, à l'austérité. Une répression systématique, organisée, qui frappe consciemment, une sorte de politique préventive contre la colère sociale.

### ... récolte la colère !

La violence de cette société, c'est enfin cette richesse indécente des possédants, ces dividendes, ces profits, ces revenus, et ces exils fiscaux qui explosent. Des richesses qui sont celles volées par les grosses fortunes, accaparées par les capitalistes, détournées de l'intérêt général. Les richesses existent bel et bien... alors qu'on nous dit qu'il n'y aurait pas les moyens d'accueillir des migrantEs, de maintenir les services publics, de loger correctement les 9 millions de gens mal ou pas logés du tout...

**Nous avons toutes les raisons de nous**

**révolter, de relever la tête, de retrouver le chemin des luttes collectives, « tous ensemble ! ».** La politique du gouvernement, la rapacité des patrons, sont telles qu'elles pourraient bien provoquer rapidement la colère et la mobilisation de la population.

Oui **un changement du rapport de forces est possible, rapidement même.** Mais il n'y a aucun automatisme: la révolte ne viendra pas toute seule, sans qu'on la prépare, que l'on reconstruise le mouvement social, que nous reprenions confiance dans nos forces. Nous savons que c'est urgent, souhaitable, nécessaire... et possible !

## BIEN DIT !

*"Après avoir fait pleurer dans les chaumières avec l'affaire Maryvonne, la mairie exproprie et expulse en masse autour de sud Gare, rue de l'Alma, sur les prairies, rue Quineleu, rue Blériot... Mais quand c'est pour le compte de Giboire personne n'est là pour pleurer.... Bizarre?"*

Collectif Place à Défendre

## Rennes Métropole fait dans le social : au 1er juillet, les tarifs des transports vont augmenter !

L'augmentation moyenne sera de 1,76 %.

Selon les formules, à part le ticket unitaire, tous les tarifs augmentent de 1,60 % à 5,26 %. Les abonnements au mois augmentent de plus de 4,2 %! TouTEs les salariéEs, les sans emplois, les jeunes vont être touchéEs. Alors que le chômage s'accroît, que la précarité se développe, que la misère se répand, Rennes Métropole envoie un signal fort : **il faut prendre l'argent dans la poche des plus modestes** ! Alors que les salaires sont quasiment bloqués, que l'inflation plafonne à 0,5 % en 2014, Rennes Métropole augmente les tarifs d'abonnement mensuel de huit fois l'inflation !

Cela va sans doute servir à financer le projet de flicage des usagers via les portillons de sécurité, destinés à surveiller et punir encore et encore les usagers.

On nous annonce une « réflexion » sur une tarification progressive, qui serait soi-disant une mesure de justice sociale (destinée à amadouer EELV ?) Nous opposons à cela la **gratuité des transports pour toutes et tous.**

C'est la seule solution sociale, qui évite aux moins riches de devoir quémander, de devoir encore une fois faire la preuve de la nécessité dans laquelle le système les confine. C'est la seule solution écologique, car elle pourra inciter touTEs les automobilistes à laisser la voiture au garage ou au parking. C'est la seule mesure démocratique, car elle implique selon nous une intervention des usagers, qui sont évidemment les mieux placés pour dire leurs besoins (dessertes, cadences, horaires) .

Le NPA Rennes s'oppose donc à cette augmentation et revendique les transports gratuits pour toutes et tous. Ceci mettra fin au projet de portillons dans le métro. Le NPA mènera campagne pour populariser ces propositions et travaillera à la construction de la mobilisation pour obtenir satisfaction.

**Pour prendre contact avec le NPA à Rennes**  
[npa.rennes@anticapitaliste-35.org](mailto:npa.rennes@anticapitaliste-35.org)  
<https://www.facebook.com/pages/NPA-Rennes/>

## La mobilisation des agents des crèches et des services propreté des rues de Rennes se poursuit !

**Entretien avec S., manifestant ayant débrayé le mercredi 16/06/15 :**

**NPA: Peux tu te présenter et dire pourquoi tu participes au rassemblement de ce midi.**

**S:** Je débraye aujourd'hui parce qu'au niveau de la ville de Rennes beaucoup d'emplois sont menacés : 25 postes au service jardin, 7 postes au service DRPF propreté des rues alors même que les rues ne sont plus nettoyées après certaines manifestations le week-end. On manifeste aussi pour la prime AK et BY parce qu'il y a une injustice entre services. Alors que les jardiniers sont aussi amenés à nettoyer les parcs à chiens et à s'occuper des poubelles dans tous les parcs et jardins, ils ne perçoivent pas les mêmes primes que d'autres services bénéficient pour le même travail. Donc on manifeste pour ça. On manifeste aussi pour les crèches, pour les emplois vacataires où les gens ne savent même pas ce qu'ils vont toucher par mois, les heures qu'ils vont faire, ils ne savent pas leur salaire quoi... Il y en a plus de 400 à la ville de Rennes des vacataires qui sont dans cette situation là. On manifeste pour ces revendications.

**NPA: Les emplois menacés touchent-ils tous les services de la ville de Rennes ?**

**S:** Oui, ça touche toute la ville de Rennes, c'est des départs en retraite qui ne seront pas remplacés ou même des mutations internes.

**NPA: Donc ça va avoir des conséquences sur les conditions de travail ?**

**S:** Oui c'est sûr, on n'aura plus le temps de tout faire... Leur but de toute façon c'est de réduire toujours plus le nombre de fonctionnaires, d'avancer vers la privatisation. Tout ça pour un gain d'argent ; mais par contre, c'est pas leurs salaires qui diminuent au niveau des élus... Eux ils s'augmentent : revalorisation de leur prime dès qu'ils ont pris leur poste lors de la nouvelle municipalité. Pour une mairie de « gauche » en plus...

**NPA. Tu aurais une idée pour augmenter le rapport de force ?**

**S:** Le truc, ça pourrait être peut être de boycotter la fête de la musique par le service propreté des rues voire la braderie, de façon à ce que les gens se rendent compte un peu du travail fourni par les équipes du service municipal. Et on verra le lendemain, les gens ne se rendent pas compte... Quand ils se lèvent, ils voient que tout est propre, nous on est en action à partir de 5H du matin, faut le savoir. Là, si les rues restent sales le lendemain, ils se rendraient compte du travail effectué au niveau de République, de tout l'hyper centre ville et en périphérie. Et ça nous apporterait du soutien parce que vu le travail que l'on fait, on ne demande pas grand chose !

**NPA: Merci beaucoup, on vous soutient et on sera avec vous dans la lutte !!**

Le NPA Rennes est solidaire des conflits des agents de la ville de Rennes et dénonce l'attitude de la mairie PS qui refuse de céder aux revendications légitimes des premier-e-s concerné-e-s : les salarié-e-s ! Le NPA Rennes se joindra au rapport de force qui les oppose à la ville de Rennes !

Plus d'information sur le site de sud ct :<http://www.sud-ct35.org/conflits-dans-les-creches-et-le-service-proprete>

## Une semaine de lutte qui s'annonce!

Le 23/06: grève banque postale, manifestation 11h devant le centre financier, rue Vaneau <http://www.rennes-info.org/La-Poste-La-Banque-Postale-Greve,7652>

Le 24/06: grève EVS AVS rassemblement à 15H devant le rectorat <http://www.evs-avs35.fr/>

Le 25/06: grève secteur sanitaire social et médico social rassemblement à 14h30 place du colombier <http://www.rennes-info.org/Le-25-juin-2015- greve-des-salaries>

Le 26/06: rassemblement 12h à l'appel du conseil des migrants <http://www.anticapitaliste-35.org/A-L-APPEL-DU-CONSEIL-DES-MIGRANTS.html>

**11 et 12 juillet  
Notre-Dame  
des-Landes 2015**

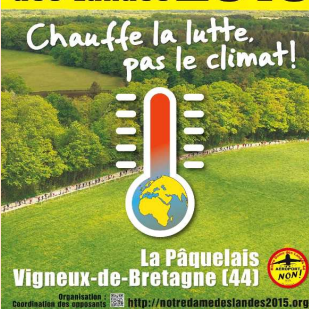
La lutte contre l'aéroport et son monde est un combat du quotidien.

Tous les jours, les zadistes et habitant-e-s font vivre ce territoire que Vinci et autres démagos voudraient bétonner. Régulièrement des rassemblements ont lieu, ici pour soutenir une famille menacée d'expulsion par Vinci, là pour soutenir un militant qui se fait harceler par la justice pour avoir résisté lors de leurs opérations policières...

De nombreuses réunions publiques continuent à faire le plein autour de Nantes. Pour obtenir l'abandon de ce grand projet inutile, il faut toujours renforcer le rapport de force. Ce sera l'occasion les 11 et 12 juillet, sur la ZAD, lors des deux jours de débats, de concerts, de lutte qui sont organisés par l'ensemble des composantes de la lutte. Nous en serons!

<http://www.tredamedeslandes2015.org/>

**11-12 juillet  
Notre-Dame  
des-Landes 2015**



## Généralisation du contrôle des chômeurs : le PS dans les pas du sarkozysme militant

Le gouvernement PS sait très bien qu'il n'a aucune chance d'échapper à la déroute en 2017 s'il ne parvient pas à faire baisser, même faiblement, les chiffres du chômage, ce qu'il promet en vain depuis trois ans. La stratégie qu'il a choisie jusque là a été de multiplier les cadeaux aux entreprises (crédit d'impôt, pacte de responsabilité, travail du dimanche...), dans l'espoir que les patrons veuillent bien créer quelques emplois en contrepartie.

Le problème est que **cela ne marche pas** : les cadeaux s'accumulent, mais les patrons ont toujours un bon prétexte pour ne pas embaucher. Alors que reste-t-il au gouvernement ? Faire ce que la droite a fait avant lui, et qu'il n'osait pas encore jusque là : **s'en prendre à ces chômeurs qui ne veulent pas disparaître**.

5 millions et demi de chômeurs inscrits à Pôle Emploi face à 320.000 offres d'emplois disponibles : cela en dit long sur la valeur des discours médiatiques autour des « offres non pourvues ». Il faut pourtant aux gouvernants escamoter le fait que le chômage est devenu un phénomène social massif en en faisant un phénomène individuel, un problème psychologique. Le chômeur est donc dans le discours des gouvernements au mieux un être déprimé, au pire un fraudeur. Il faut de leur point de vue le contrôler davantage, non pour qu'il trouve un véritable emploi qualifié, épanouissant, bien payé (espèce en voie de raréfaction), mais pour qu'il accélère la cadence de ses recherches, et que, malgré son expérience, ses qualifications, il révisé à la baisse ses prétentions. Qu'il montre que, même rejeté par la société, il conserve intacte sa motivation à se battre pour accéder à un emploi, aussi dégradé et précarisé soit-il.

C'est dans ce contexte que Pôle Emploi, après une expérimentation menée dans quelques régions, a décidé de généraliser sur tout le territoire une politique de contrôle systématique des demandeurs d'emploi. 200 conseillers vont se voir attribuer l'unique tâche

de contrôler les démarches de recherches d'emploi. Si l'objectif de radier le plus grand nombre possible de chômeurs n'est évidemment jamais assumé, l'effet escompté de ces contrôles ne fait aucun doute : lors des expérimentations, le taux de radiation a été impressionnant, particulièrement là où la méthode des contrôles « ciblés » (les chômeurs considérés comme les plus éloignés de l'emploi) a été choisie (35 % en Franche-Comté). Que le gouvernement verse quelques larmes sur les pauvres chômeurs « découragés », avant de les radier, n'en est que plus cynique.

Le gouvernement, qui ne se laisse plus embarrasser par le moindre « tabou » de la culture de gauche, a donc fait le choix de s'en prendre aux plus précaires en généralisant le contrôle et la surveillance (l'Assurance-maladie vient d'ailleurs d'obtenir l'accès aux comptes bancaires de tous les bénéficiaires de la CMU complémentaire) dans le cadre d'une « lutte contre la fraude » qui ne représente pourtant qu'une goutte d'eau vis à vis des fraudes fiscales des entreprises. Celles-ci, en effet, représentent plusieurs dizaines de milliards d'euros chaque année... malgré les multiples allègements fiscaux consentis par les gouvernements depuis trente ans.

Il serait grand temps que les syndicalistes combatifs, les collectifs de précaires, les salariés des organismes sociaux opposés à ces dérives, et les organisations politiques en rupture avec le PS construisent un front unitaire de lutte face à ces attaques qui vont dans un sens opposé à toute politique sérieuse de lutte contre le chômage, qui impose l'affrontement avec le patronat pour imposer la réduction du temps de travail et des embauches massives dans le secteur public.

### Rennes, migrant-e-s, renforcer la solidarité !

Le 10/06, le squat occupé par une vingtaine de demandeurs d'asile somaliens se fait expulser.

Rennes métropole, dirigée par le PS, propriétaire des lieux, a de nouveau fait preuve de son mépris envers les plus démunis. S'en est suivi quatre jours de galère, un nouveau lieu occupé et expulsé le lendemain par la mairie PS. Puis la solidarité permet la création d'un campement dans un square en centre ville. Immédiatement quelques militant-e-s, voisin-e-s viennent en renfort afin d'aider à améliorer le quotidien. La solution des élus Ensemble et EELV qui se

sont fait les portes voix de la municipalité PS a été un **relogement séparé, par le 115, sans engagement de durée**. Alors même que la ville de Rennes entreprend de grands projets inutiles, elle ose faire croire à son incapacité de mettre en place des lieux d'accueil et s'attache à détruire toutes les solidarités qui se créent... Dans les semaines à venir, d'autres squats de migrant-e-s vont se faire expulser. Nous nous dirigeons vers la même situation catastrophique de l'été 2014 où 150 personnes s'étaient retrouvées à dormir dans la rue pendant un mois et demi dans l'indifférence quasi totale...

Il faut donc dès à présent amplifier la solidarité avec les migrant-e-s afin d'établir un réel rapport de force, seule façon d'obtenir des avancées durables face à une mairie et une préfecture xénophobes et du côté des possédants. Que ce soit à Rennes ou à Paris, la solidarité qui s'est mise en place ces derniers jours montre à quel point l'urgence est à l'ouverture des frontières, à la libre installation et non à l'exclusion, la répression et la criminalisation des plus précaires. Contrairement à la « solution » d'urgence trouvée le 13/06 pour les migrants à la rue à Rennes, les liens tissés dans la lutte avec eux et les autres acteurs du mouvement social seront durables ! Restons combatifs et respectons les décisions des migrant-e-s. Faisons vivre notre internationalisme, développons notre solidarité anticapitaliste !

**Notre hebdomadaire l'Anticapitaliste est disponible aux Champs Libres à Rennes, au rayon presse au rez-de-chaussé. Mais le meilleur moyen de le recevoir est de s'y abonner !**  
<http://www.npa2009.org/node/40123>

SUIVEZ L'ACTUALITE POLITIQUE SUR LE SITE INTERNET LOCAL DU  
**NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE**  
<http://www.anticapitaliste-35.org>

## SAUVER LE CLIMAT..... OU LES PROFITS ?

*Sachant qu'il ne parviendra pas à enrayer la montée du chômage par sa politique libérale, F. Hollande mise tout sur la COP 21 qui se tiendra à Paris en décembre prochain pour se faire réélire. Pourtant, tant son bilan que les objectifs de cette énième réunion, sont en dessous de tout en matière d'écologie et de réchauffement climatique.*

### La COP 21 déjà plombée

Lors de la dernière réunion climat mondial, les États s'étaient déjà engagés... à ne pas limiter le réchauffement de la Terre de 2°, et les plus gros pollueurs (USA et Chine) ne veulent renoncer à aucun de leurs modes de vie et de production.

### Et maintenant en action ☐!

La coalition climat qui regroupe une centaine d'organisations a appelé à des actions variées et visibles fin mai ☐: rassemblements, marches, interpellations des élus, accrochages de banderoles, escalades d'édifices... Aux États-Unis, des mouvements ont commémoré le 10e anniversaire des dévastations dues à l'ouragan Katrina, phénomène météorologique induit par le réchauffement climatique. En Allemagne, des mobilisations ont eu lieu en marge de la réunion du G7.

### La rupture en programme

Impliqué dans les discussions et les mobilisations, le NPA défend un programme de rupture. Pas de transition énergétique sans sortir du nucléaire en moins de 10 ans, avec 100☐% d'énergies renouvelables en

2050. Pour cela, il faut **exproprier sans indemnité ni rachat les grands groupes, à commencer par la finance, l'énergie et l'automobile, et créer un grand service public de l'énergie.** Pour les transports, il faut diminuer l'usage de la voiture grâce aux transports en commun publics et gratuits en ville, à la campagne, rapprocher les lieux de production et de consommation. Réduire le transport de marchandises basé sur le tout-camion, la déréglementation du transport maritime et la surexploitation des salariés, supprimer le juste-à-temps et ses stocks roulants. Grosse émettrice de gaz à effet de serre, l'agriculture industrielle sera convertie au bio avec interdiction des intrants chimiques (engrais, pesticides, herbicides, fongicides). Un service public du logement permettra de réhabiliter et d'isoler l'habitat existant, créer des logements sobres et accessibles, en finir avec le chauffage électrique. Toutes ces mesures sont à prendre collectivement, à planifier démocratiquement pour décider quoi et comment produire. Il faut créer un monopole public du crédit permettant de décider et de contrôler les investissements. Certaines productions inutiles disparaîtront (armement, publicité...), d'autres seront reconverties (automobiles), avec reconversion des travailleurs de ces secteurs. La réduction radicale du temps de travail, sans flexibilité ni intensification, avec les embauches correspondantes, permettra à toutes de participer aux décisions et ne pas perdre leur vie à la gagner.



## Rennes-Villejean : stop à la stigmatisation des quartiers populaires et de leurs habitant-e-s ! t-e-s !

Les habitant-e-s des quartiers populaires ont été les premières victimes de la crise (augmentation du chômage et de la précarité), ce qui a été renforcé par l'abandon des quartiers par l'État et les municipalités.

Villejean, qui a longtemps été la vitrine de la municipalité rennaise en terme de politique de la ville, n'a pas été épargné (en 2012, le revenu médian annuel est inférieur à 10.000€ par foyer autour de la dalle Kennedy). Le processus de ghettoïsation a été accéléré par l'instauration progressive d'un désert scolaire (fermeture de classes, et d'un collège). A Villejean, on ferme, on regroupe, on économise... Ce qui met à mal le travail des associations qui doivent faire toujours plus avec toujours moins de moyens. Pourtant, face à cette situation, l'urgence serait le renforcement des liens de solidarité existant entre les habitant-e-s.

Quand l'emploi est inexistant, quand les aides sociales, toujours en baisse, ne permettent plus de survivre, rien d'étonnant à ce que se déve-

loppe une économie parallèle autour du cannabis. La stigmatisation médiatique de chaque fait divers touchant au cannabis ou aux quartiers, a pour fonction de légitimer la réponse sécuritaire de la municipalité et de l'État. En effet, le PS a fait le choix de répondre à la galère qui sévit dans les quar-



tiers populaires par l'envoi de contingents policiers (envoi à intervalle régulier des cars de gardes mobiles: 6 cars avec 30 gendarmes mobiles déployés pendant des semaines sur la dalle Kennedy au mois de mai et de juin).

Le **NPA Rennes** dénonce cette répression qui engendre toujours plus de tensions (provocations policières,

contrôles au faciès, arrestations arbitraires), et finalement, nuit à la qualité de vie des habitant-e-s du quartier. **Face à un système de plus en plus injuste et répressif, d'autres choix sont possibles :**

- Développer une vraie politique du logement dans les quartiers, dont Villejean, et notamment un plan d'urgence de rénovation des logements existant,
- Mettre en place une vraie politique éducative : des animateurs, des surveillants, des unités plus petites, des adultes bien formés, du temps et des moyens pour accompagner et lutter contre les difficultés scolaires.
- Redonner la parole aux habitant-e-s afin qu'ils/elles puissent gérer leur quartier.
- Légaliser le cannabis : il est inacceptable qu'à rebours de toutes les études et de toute la littérature médicale ou sociologique sur la question, le PS comme la droite décide que chaque personne qui fume un joint est un-e drogué-e délinquant-e.